

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

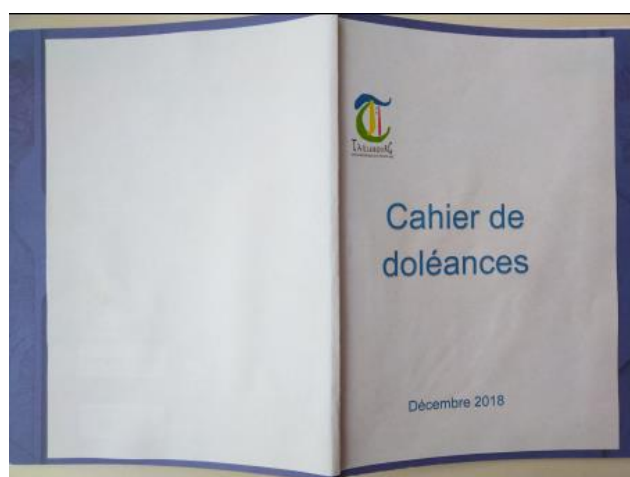
par Marie-Anne Chabin, 2024

# Taillebourg

code INSEE : 17436

743 habitants

Communauté de communes : Vals de Saintonge Communauté



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W406) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier petit format grands carreaux recouvert d'une page A4.

Couverture personnalisée logo de la mairie, encre bleue.

Titre : Cahier de doléances.

Décembre 2018.

6 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

H<sup>2</sup> Le Président de la République -

Vous cherchez de l'argent pour  
Pouvoir payer le peuple alors voilà  
quelques idées :

- Diminuer votre paye ainsi que celle des ministres et secrétaires d'état
- Au moment de votre départ ne toucher la retraite qu'à l'âge légal (62 ans) et au prorata du temps passé dans la fonction.

Lettre aux élus -

Je pense qu'au 21<sup>ème</sup> siècle, il serait temps que les gouvernements trouvent un moyen de réduire les inégalités.

Les premiers concernés sont nos élus de "haut vol" qui traînent impudemment des "casse-croûtes" derrière eux.

Chaque jour apporte son lot de malversations en tout genre...

#### Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Manuscrit, 40 lignes, 254 mots (homme)**

Mr Le Président de la République.

Vous cherchez de l'argent pour pouvoir payez le peuple alors voilà quelques idées :

- Diminuer votre paye ainsi que celle des ministres et secrétaires d'État.
- Au moment de votre départ, ne toucher la retraite qu'à l'âge légal (62 ans) et au prorata du temps passé dans la fonction.
- Diminuer le nombre de députés et sénateurs français et députés européens. Pour leur retraite, *idem*, 62 ans pour le moment et en fonction du temps passé.
- Remettre l'ISF. Il parait que cela devait créer des emplois ; depuis 1 an et demi pas beaucoup de diminution car les capitaux sont dans les paradis fiscaux, donc moins d'impôts pour le pays.
- Diminuer ou supprimer la GSG pour les retraités car la baisse de la taxe d'habitation ne compense pas, quoi qu'en dise Mr Le MAIRE, on sait compter. Vous allez bientôt pleurer que le tourisme diminue.
- Pour le tabac ou quoi que ce soit on taxe ; et les buralistes et petites stations vous y pensez?
- Il serait judicieux d'arrêter d'accueillir des émigrants et surtout les nourrir, loger, blanchir et en prime leur donner de l'argent. Il faudrait d'abord s'occuper des SDF français qui ont cotisé avant de tomber dans la misère. Heureusement que nos anciens ne se sont pas défilés durant les deux guerres mondiales, comme ces gens le font.
- Il faudrait aussi arrêter de vendre les usines aux étrangers et les laisser partir au bout de deux ans avec les compétences et sans rembourser l'argent reçu au départ des accords.

Mr [Nom]

\_\_\_\_\_

**2. Manuscrit, 18 lignes, 97 mots (femme)**

Mr le Président

Par la présente, veuillez trouver mes doléances.

- Réduire les charges sociales des entreprises de moins de 10 salariés.
- Réduire les dépenses au plus haut sommet de l'État avec de nombreux gaspillages.
- Retour de l'ISF.
- Seule la TVA est un impôt juste, l'augmenter afin de retirer les charges patronales bien trop chères.
- Renforcer les contrôles Sécurité sociale et CAF pour renforcer le retour à l'emploi.
- Mettre en place le RIC afin que chacun puisse prendre part aux décisions importantes.
- Reprendre le contrôle des autoroutes qui ont été financées par les Français et très rentables aujourd'hui.

[Nom Prénom]

\_\_\_\_\_

**3. Manuscrit, 73 lignes, 357 mots (femme)**

Madame [Nom]

Assemblée nationale à la proportionnelle (représentant toutes les tendances)

Reconnaissance du vote blanc

## Cahier de Taillebourg

Au niveau des communes, consultation des citoyens sur les aménagements / travaux ou propositions à faire. Ex. à Taillebourg : suppression des scooters sur la Charente une hérésie écologique !

Consultation des citoyens par référendum des grands sujets qui sont à même de bouleverser les fondements de notre société. Ex. : le mariage pour tous. Et, à venir, la Grosse pour Autrui (GPA)

Diminution du nombre d'élus, sénateurs, parlementaires, Conseil d'État et Conseil constitutionnel, ces derniers ayant pris en plus dernièrement des mesures anti-écologistes : chasse des oiseaux à la glu, l'interdiction de commercialiser des graines non répertoriées à la faveur des monopoles comme Monsanto et la poursuite des pesticides sur cultures

Revenir sur les privilèges des anciens présidents de la République !

Pourquoi un sénateur ayant exercé son mandat pendant 19 ans, à la retraite, ce temps lui sera compté comme 36 ans alors que nous pauvres salariés, lors de notre décompte de points retraite, certains ne sont pas pris en compte !

Qu'il y ait une commission indépendante chargée de veiller à l'entretien et les achats de la présidence et non pas au bon vouloir de celui-ci ou sa compagne !

OK pour ne pas remettre L'ISF si ces contribuables investissent dans l'économie et les entreprises ayant leur siège fiscal en France (preuves à l'appui bien sur).

Donner aux élus locaux de décider des routes accidentogènes et réguler la vitesse à 80 kms/h sur ces seuls endroits et revenir au 90 km/h pour les autres portions de route.

Arrêter de fermer les services publics en zone rurale.

Remettre en service les lignes de chemin de fer dans les petites communes.

Arrêter la progression des taxes sur les énergies (essence- fuel- électricité- gaz, etc.). Elles représentent aujourd'hui plus sur vos factures que nos propres consommations.

Taxer toutes les transactions financières.

Limiter les flux migratoires, renvoyer les personnes ayant commis des délits ou fichés S dans leur pays.

Arrêter avec la loi « droit du sol ».

Devenir français à part entière se mérite ! Et les délinquants n'ont pas à en bénéficier !

---

#### **4. Manuscrit, 57 lignes, 438 mots (homme)**

Doléances d'un habitant de Taillebourg 17350 Mr [Nom, Prénom]

1/ Aucun des politiques à ce jour pourrait vivre avec un salaire de 900,00 € à 1200,00 € mensuel dans ce pays. Les politiques ne peuvent pas se mettre à la place de toutes les personnes avec d'aussi faibles revenus.

2/ Pour ma part, l'impôt le plus lourd et le plus injuste, c'est la TVA. Pourquoi? Que l'on soit milliardaire ou ces bas revenus, la TVA est la même pour tous. Une TVA sociale serait de faire en sorte que les hauts revenus s'acquittent d'une TVA bien plus forte par rapport aux faibles revenus, d'où une baisse de la TVA, pour les plus faibles.

3/ Quand je pense que chaque Français a une dette de 38000,00 € par habitant et que l'immigration, elle, n'est pas concernée, là il y a de quoi se révolter ; par contre, pour eux, il y a de l'argent, sans que ces gens-là travaillent pour le justifier. Je demande aux politiques, tous partis confondus, d'avoir du respect quant à vos salaires que vous percevez sur le dos du peuple qui travaille pour vous.

5/ [pas de n° 4] Il faut reconnaître que les petits retraités ayant travaillé dès l'âge de 14 ans, et que nous avons à notre majorité civile comptabilisé des semaines de 45 à 54 heures de travail, et bien aujourd'hui nous n'avons pas plus d'argent que ceux qui ne travaillent pas dans ce pays. Honteux! En conclusion, redonner du pouvoir d'achat aux petits, c'est faire entrer de la TVA par la consommation pour les caisses de l'État. Je pense fortement que la consommation française aurait pour objectif de favoriser l'emploi. Pour les petits retraités nous ne pouvons pas consommer pendant la période des soldes ni faire une petite escapade d'une semaine pour visiter par exemple les Pyrénées qui se situent à 300 km de notre lieu d'habitation, pas de vacances car notre situation financière ne nous autorise pas à le faire. Alors Messieurs et Mesdames les politiques, mettez-vous à notre place d'avance merci.

Mr Balladur, 1er ministre de l'époque qui, par son calcul de nos pensions de retraite avec ces 25 dernières années pour le privé, nous a conduits dans la situation de pensions de retraite trop basses ; pour ma part, c'est une honte de la part du gouvernement de l'époque. Oui, je suis d'accord avec le président de la République, Mr Emmanuel Macron, pour dire qu'il y a des gens qui profitent du système ; ils vident les caisses <allocations en tout genre> : CMU etc., alors que les salariés, les retraités n'ont pas des aides pour leur situation financière.

Mr [Nom]

---

**5. Manuscrit (encre bleu clair), 52 lignes, 346 mots**

Lettre aux élus

Je pense qu'au 21ème siècle, il serait temps que les gouvernements trouvent un moyen de réduire les inégalités.

Les premiers concernés sont nos élus de « haut vol » qui traînent impunément des « casseroles » derrière eux.

Chaque jour apporte sont lot de malversations en tout genre...

Que dire de M. Sarkozy, mis en examen de nombreuses fois, de M. Fillon et ses détournements de fonds publics pour des emplois fictifs (femme, enfants), de la gare LGV à Sablé-sur-Sarthe, tiens tiens... ligne allongée de 3,6 kms -> 36 millions d'euros... M. Cahuzac qui manifestement nous prend pour des idiots, Mme Saal et ses nombreuses factures de taxi, payées par le contribuable, 400 000 € tout de même ! Mais qui restera confortablement installée à un poste de direction... Cette ministre indemnisée à hauteur de 15 000 €/mois qui refuse d'animer un débat... Je ne peux, évidemment, tous les citer, la liste serait beaucoup trop longue.

Il faut juste savoir que toutes ces personnes continuent à vivre confortablement. Il faudrait également supprimer tous ces audits, rapports ou études demandés par l'État, qui coûtent énormément d'argent et qui ne servent à rien, car beaucoup de projets ne verront jamais le jour. Souvenez-vous de la Trézence et de son lac, au niveau local, qui a coûté des millions d'euros, d'expropriations, d'études... etc. mais qui 20 ans + tard n'est pas fait !!

Honte à nos politiques pour ces meetings de stars à grand renfort de millions d'euros. Honte à ces actionnaires qui se remplissent toujours plus les poches, alors que les productifs peinent à finir leur fin de mois, mais aussi, honte aux syndicats qui soutiennent les faux malades, les salariés vexés, qui ne voient que le verre à moitié vide, mais qui veulent faire rentrer de plus en plus de cotisations afin par exemple que leur secrétaire général puisse frauder à son tour...

Une société où l'argent est roi ne peut fonctionner normalement et durablement. La corruption, sous toutes ses formes, doit être éradiquée.

La Denise de la France n'est elle pas LIBERTE-EGALITE-FRATERNITE ?

C. [Nom]

---

**6. Manuscrit, 40 lignes, 194 mots (homme)**

Monsieur le Président,

Il manque de l'argent dans les caisses de l'État.

La solution n'est pas de ponctionner la population par des taxes et charges successives, ce qui n'a pour effet que de diminuer le pouvoir d'achat et d'augmenter le coût de revient des entreprises, ce qui les rend plus vulnérables par rapport au produit étranger.

Mais regarder plutôt tous les services publics. Un audit général permettrait de se rendre compte de tous les doublons et des services qui ne servent à rien. D'éliminer tous les malades imaginaires - privés 4 % / publics 8 % - cela représente 220 000 postes. De simplifier tous les règlements, les normes qui actuellement... Que les demandes administratives ne mettent pas des années.

Ceci permettrait de ne pas dépenser des dizaines des milliards.

On pourrait diminuer certaines taxes et charges. De diminuer la dette de l'État -37 500 € par habitant.

Les entreprises deviendraient plus concurrentielles et relanceraient les embauches ; et redonneraient du pouvoir d'achat aux habitants.

Monsieur le Président, merci de reformer la France mais allez plus vite. Redressez la France, c'est votre devoir.

Que nous soyons de nouveau fier de notre emblème

Liberté-Égalité-Fraternité

Merci

M. [Nom, Prénom, Signature]

[FIN]